

L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE



A bas l'agression capitaliste marocaine

Les armes se sont tuées à Figuig. Mais le problème des confins algéro-marocains n'en est pas autant réglé. Apparemment, les troupes d'Hassan II occupent toujours la zone d'Hassi Beïda et Tindjoub. Le roi du Maroc refusant le retour de ses troupes sur la ligne du Drâa. De plus, et surtout, les raisons qui ont justifié l'agression de la clique féodo-capitaliste de Rabat subsistent.

UN NATIONALISME BIEN ORIENTÉ

La pseudo-justification du conflit fut tentée en s'appuyant sur la détermination arbitraire de limites purement administratives à l'époque coloniale. Nous reviendrons sur l'argument. Mais, d'ores et déjà, il est possible de démontrer que ceci n'est qu'un mince prétexte.

Durant la guerre de reconquête coloniale tentée par l'impérialisme français, les troupes du royal valet ne tentèrent jamais d'occuper ces points, comme bien l'on s'en doute. Mais, aujourd'hui même, rien n'est tenté contre les régions marocaines encore sous la botte franquiste, infiniment plus vastes que la zone contestée de Tindouf. **En ajoutant que le Rio de Oro comporte également de riches espoirs minéralogiques.** C'est-à-dire que les raisons profondes de l'agression ne sont nullement le rétablissement des frontières nationales — ce qui est presque évident — pas même la volonté d'assurer au peuple marocain le bénéfice de riches gisements de minerai de fer.

Il s'agit au moins d'arracher au peuple algérien en marche vers le socialisme les gisements de la région pour le bénéfice essentiel de groupes financiers impérialistes. Accessoirement, la clique royale et le petit Hassan lui-même en tireraient les pourboires dus à tous les intermédiaires. Quant au peuple marocain, il peut tout au plus espérer que quelques milliers des siens auraient le salaire juste nécessaire à leur survie.

Maintenant, lorsque nous parlons d'intérêts des trusts, il ne s'agit pas de supputations partant des constantes de la politique « hassanique ». Deux groupes au moins sont intéressés. Côté fer, c'est la Banque Rothschild de Paris, sous le couvert de la Pennaroya. Des études viennent d'ailleurs, paraît-il, de « démontrer » que l'évacuation du minerai vers les ports algériens est pratiquement impossible et qu'il serait

(suite page 4.)

CONTRE LA BOMBE

L'impérialisme français dégagé de la guerre d'Algérie s'est immédiatement lancé dans une course accélérée aux armements nucléaires. De Gaulle en cette matière ne fit que développer des options prises par Mendès-France. Mais l'indépendance de son gouvernement à l'égard du fantôme parlementaire lui permet aussi de le faire avec une autre décision.

Ainsi pour les masses françaises la menace atomique est devenue plus tangible. Il est malheureusement nécessaire de montrer que la lutte contre la guerre nucléaire, c'est-à-dire contre la troisième guerre mondiale ne peut se contenter du défaitisme révolutionnaire de Lénine. La stratégie du mouvement ouvrier mondial doit tendre à renforcer sans cesse le camp de la révolution pour élargir le front de lutte et disperser les forces de l'impérialisme et ainsi créer notamment les conditions dans les pays capitalistes avancés de la prise du pouvoir.

Car, sans doute l'impérialisme américain, pilier économique et militaire de la coalition impérialiste ne se lancerait dans la guerre que devant des menaces directes à sa survie économique et politique. Ce qui constitue un caractère nouveau. En effet, la guerre mondiale, ne pourrait être finalement que nucléaire. Vainqueur ou vaincu le grand capital américain se retrouverait avec des moyens de production et un prolétariat presque anéantis. Ceci est le résultat des formidables moyens nucléaires que l'U.R.S.S. a maintenant entre les mains. Mais cela ne supprime pas les risques de guerre, il suffit pour s'en convaincre de se souvenir de la crise des Caraïbes. Entre une guerre d'une issue incertaine et un abandon à la montée historique du socialisme, il risque fort de choisir la première, même si, contrairement au passé, il ne le fait qu'à la dernière extrémité.

Et, pour les prolétariats des pays capitalistes le seul moyen, direct, de lutter contre la guerre nucléaire est de renverser leur propre capitalisme. Ce qui bien entendu n'empêche que par ailleurs, la révolution des peuples coloniaux et la politique des Etats ouvriers ne puissent dans l'ensemble de cette lutte mondiale jouer leur rôle plus important même à l'étape présente.

Car si aujourd'hui de très larges masses, en France notamment, sont conscientes de la menace, il faut encore bien des expériences pour les amener à comprendre la nécessité de prendre le pouvoir pour sauver la paix. Et il faut bien des mouvements de masse pour les convaincre qu'elles ont la force de le prendre.

Mais nous avons maintenant dans ce pays une situation relativement favorable pour une telle politique. La force de frappe gaulle, par ses conséquences financières et économiques, par le danger général de la guerre nucléaire, provoque un large mécontentement. Tous les courants ouvriers y compris la S.F.I.O. sont d'accord pour s'y opposer. Bien entendu ils sont aussi d'accord pour conserver à l'action anti-nucléaire un caractère légaliste de simple pression. Mais notre critique politique ne peut être vraiment entendue, largement reprise que pour autant que déjà les masses se sont mises en mouvement, prennent confiance en elles-mêmes et buttent sur la fermeté du pouvoir capitaliste.

En d'autres termes les militants révolutionnaires dans la lutte contre la guerre ne peuvent nullement poser comme préalable la définition d'objectifs politiques corrects. Inlassablement ils doivent montrer l'aboutissant nécessaire d'une telle lutte, mais en même temps participer, animer celle existant pour pouvoir ensuite être à même d'élever le niveau des objectifs.

Ainsi il serait paradoxal de considérer que seules les bombes françaises seraient dangereuses et il faudra bien s'attaquer aux bases nucléaires américaines. Mais aujourd'hui il y a un accord général contre la force de frappe, c'est là qu'il faut mettre l'accent. Le mouvement des masses prenant de l'essor posera ensuite le problème des bases américaines.

Les méthodes légalistes des marches pacifiques, qui déjà constituent un progrès, à leur tour seront bien vite insuffisantes. Il faudra recourir aux méthodes des espions de la paix anglais, méthodes qui désorganisent le dispositif bourgeois, sont un extraordinaire moyen d'agitation et montrent aux masses la résolution de leur direction.

Ce sont là les deux premiers pas que devraient faire un mouvement de lutte anti-nucléaire, encore bien modeste. On aurait pu espérer que le M.A.A.C. animé par Claude Bourdet s'engage sur cette voie. Il semble à craindre qu'au lieu de servir de catalyseur du mouvement anti-guerre, il se limite à défendre les thèses des pacifistes classiques.

Les formes organisationnelles de la lutte contre la guerre restent donc aujourd'hui posées. Mais chaque militant doit dès à présent s'engager résolument dans ce mouvement là où il peut, tendre à lui donner dans son secteur la plus large assise populaire et montrer que les marches entreprises maintenant ne sont que la préparation d'actions plus larges et plus décodées.

Lucien COLLONGES.